

C'est enfin arrivé ! Une semaine sans que les journaux ne nous parlent de la loi hongroise sur les médias. Enfin presque. Il y a quand même eu une petite dépêche AFP sur un ultimatum formulé par l'Union européenne.

Rien que cela. En effet, vendredi 21 janvier se sont réunis à Gödöllő les ministres et autres secrétaires d'Etat à la Justice des pays membres et lors de la conférence de presse donnée par le représentant allemand, il a été précisé que la Commission européenne attendait de la Hongrie, sous un délai de deux semaines, qu'elle s'engage à changer sa loi sur les médias, sous peine d'une éventuelle procédure d'infraction au traité de l'Union européenne et à sa charte des droits fondamentaux. La commissaire européenne chargée du dossier, Neelie Kroes a des «doutes sérieux» quant à la conformité de la loi avec la législation européenne.

Les choses commencent à devenir sérieuses car il s'agit clairement de menaces et il n'est pas si commun que Bruxelles en fassent. Mais menacer veut aussi dire qu'on a les moyens de le faire et l'intention d'aller jusqu'au bout. Est-ce bien le cas ? Le cas n'est pas banal. La Hongrie est pays membre de l'Union, et sauf erreur, il me semble que c'est la première fois que de telles menaces sont ainsi proférées. Jusqu'alors, nous avons principalement eu droit à des comparaisons parfois injurieuses, confère la France et les expulsions de Roms par exemple. Pour sa crédibilité, l'Union européenne a tout intérêt à bien maîtriser son dossier et avoir les moyens de ses ambitions.

Bruxelles et les pays membres ne doivent pas oublier que même si une première manifestation hongroise pour la liberté de la presse a réuni 10 000 manifestants et qu'une nouvelle démonstration est prévue jeudi, la majorité des Hongrois ont voté Viktor Orbán au printemps dernier et ce qui peut passer pour du harcèlement et de l'ingérence renforce le pouvoir de ce dernier. Aujourd'hui à Budapest, Viktor Orbán ne passe pas pour un autocrate voulant attenter aux libertés de la presse, mais pour un chef de gouvernement fort qui sait tenir tête aux pays qui auraient la prétention de donner des leçons à la Hongrie. Surtout que pour les Hongrois, cette question de la loi sur les médias n'est pas une priorité aujourd'hui.

De la liberté de la presse à la liberté de choisir son système de retraites

En effet, ceux-ci doivent décider dans les deux jours, quel statut ils désirent conserver par rapport à leur caisse de cotisations de retraite. Rester dans le privé ou suivre les prescriptions gouvernementales et cotiser à la caisse de retraite publique. La question est loin d'être anodine car le formulaire à compléter ne restera pas dans le domaine privé.

Vous avez bien lu ! Ainsi, des fonctionnaires qui cotiseraient à des caisses de retraite privées, en décidant d'y rester affiliés, manifesteront officiellement leur désaccord avec la politique gouvernementale. Nul n'en connaît les conséquences. Prennent-ils le risque de perdre leur emploi ? Promue mi-décembre, un peu avant la loi sur les médias, la nouvelle législation concernant les retraites stipule que les personnes qui choisiront de rester fidèles aux caisses privées perdront tous leurs droits à la retraite publique.

Rappelons les déclarations de Viktor Orbán à l'époque : « *Celui qui est solidaire envers nous, nous sommes également solidaires envers lui. Mais celui qui n'est pas solidaire envers nous, celui là ne doit pas compter sur le soutien de la communauté* ». Cela a le mérite d'être clair ! Beaucoup moins médiatique que la loi sur les médias justement, cette loi touche directement aux libertés individuelles. La Commission européenne n'ignore rien de l'affaire, espérons qu'elle réagisse rapidement et qu'elle n'attende pas encore une fois que la presse s'indigne pour réagir.

Pendant ce temps, les grands de ce monde toujours atteints de réunions aigües se rencontrent à Gödöllő. Pour ceux qui ne connaissent pas, rappelons rapidement que Gödöllő abrite un magnifique petit château baroque renové qui a accueilli en son temps la légendaire reine Elisabeth, plus connue par certain sous le sobriquet de Sissi. Je ne manquerai pas dès la semaine prochaine de revenir sur certains thèmes confiés à la présidence hongroise et plus particulièrement sur le partenariat oriental et l'élargissement de l'Union.

Chroniques liées :

- [Chronique du 20 janvier 2011 : L'ethnocentrisme hongrois au Parlement européen](#)
- [Chronique du 14 janvier 2011 : Tel est pris qui croyait prendre](#)
- [Chronique du 6 janvier 2011 : Comedia dell'arte](#)
- [Chronique du 31 décembre 2010 : Le sacre de Viktor Orbán](#)

Articles liés :

Sur les retraites

- [M. Orbán : « Nous avons sauvé le système de retraite »](#)
- [Fonds de pension : la messe est dite !](#)
- [Proposition d'une période de non-paiement de la taxe sur la retraite](#)
- [Budget 2011 : L'Etat hongrois prend l'argent où il est](#)

Sur les médias

- [Médias : l'Europe adresse un ultimatum à Budapest](#)
- [Tribune libre : la France, la Hongrie, l'UE, deux poids deux mesures ?](#)
- [Orbán reçoit une volée de bois vert au Parlement européen](#)
- [L'Europe peut-elle faire plier Orbán « le tout-puissant » ?](#)